



Droits des femmes

**La “grande cause mondiale”
d’Emmanuel Macron
doit se concrétiser au G7**

Tribune du W7

23 août 2019

Droits des femmes : la “grande cause mondiale” d’Emmanuel Macron doit se concrétiser au G7

Dernière ligne droite avant le Sommet du G7 qui s’ouvrira le 24 août à Biarritz. En septembre 2018, devant l’ONU, le président de la République Emmanuel Macron avait annoncé un G7 2019 au format revu “en profondeur”, tourné vers le Sahel et la lutte contre les inégalités, et avait appelé à faire des droits des femmes une “grande cause mondiale”. A quelques jours du sommet, le compte n’y est pas. En tant que pays hôte du G7, la France doit non seulement être exemplaire sur les droits des femmes au niveau national, mais elle doit aussi amener les Etats du G7 à s’engager collectivement à défendre l’égalité femmes-hommes. Il est temps que la “diplomatie féministe” promue par la France fasse ses preuves, y compris au sein de ce G7.

Partout dans le monde, les femmes et les filles se lèvent contre les discriminations et les inégalités fondées sur le genre, de #MeToo à la défense du droit à l’avortement en Argentine et aux Etats-Unis, de la lutte contre les violences conjugales en France, à l’égalité devant l’héritage en Tunisie : il est temps que les gouvernements répondent à ces appels. Les Etats du G7 ne peuvent pas aller contre le sens de l’Histoire. Ils ne changeront pas le monde seuls, mais ils ont leur rôle à jouer face à cette mobilisation mondiale et ne peuvent plus ignorer ces inégalités. Ils ne peuvent plus traiter uniquement de sujets économiques sans considérer les droits et les revendications de la moitié de l’humanité. Les Etats du G7 ont les moyens, via leur politique étrangère, via leur aide publique au développement mais également au travers de leurs politiques nationales, d’impulser de réels changements pour l’égalité femmes-hommes. La France a très justement placé ces enjeux en haut de l’agenda de sa présidence du G7 et affiche la volonté de défendre une nouvelle “diplomatie féministe”, à l’instar du Canada en 2018. Elle doit maintenant s’assurer que des engagements concrets tant politiques que financiers seront pris par les Etats du G7.

Le Women 7 (W7) , qui rassemble une centaine d’ONG et d’associations engagées pour l’égalité de genre partout dans le monde, attend du G7 de cette année qu’il permette de s’attaquer à la source des inégalités et d’adopter des politiques réellement féministes et transformatives. Or, à quelques jours du sommet, les engagements pressentis ressemblent davantage à des ajustements à la marge qu’à un G7 véritablement féministe. La présidence française a fait le choix d’éviter les sujets qui fâchent et a ainsi écarté des questions centrales pour lutter contre les inégalités femmes-hommes, notamment les droits sexuels et reproductifs, passant à côté d’enjeux cruciaux pour les femmes du monde entier. Et si les annonces faites lors des rencontres ministérielles ont fait référence aux inégalités femmes-hommes, marquant en soi un début d’avancée, elles n’ont pas été assorties d’engagements financiers à la hauteur.

Quant à la l’inclusion de la société civile tout au long du G7 et au sommet de Biarritz, elle reste trop faible. Aucune présence d’associations féministes n’est prévue à ce jour à la table des négociations des chef·fe·s d’Etats. Les Etats du G7, qui sont actuellement représentés par six hommes et seulement une femme, comptent donc prendre des décisions sur des sujets comme l’autonomisation économique des femmes, la santé, ou l’éducation des filles, sans les premières concernées.



Aucun grand défi, qu'il soit diplomatique, écologique ou économique, ne sera relevé sans l'émancipation des femmes et des filles, et sans leur participation effective aux processus décisionnels. Il faut donc aller plus loin. Seule une approche féministe globale permettra de lutter contre les rapports de pouvoir inégalitaires entre les femmes et les hommes, dont la société toute entière paie le prix. Le W7 publie ce 23 août une **déclaration alternative**, qui présente une liste des engagements a minima et de critères les accompagnant qui doivent figurer dans la déclaration finale des Etats du G7 sur l'égalité femmes-hommes. Il est encore temps de changer la donne, à condition d'activer les bons leviers et d'y mettre les moyens financiers.

Le premier levier concerne la gouvernance. Il s'agit de rendre effective la participation des femmes et des filles, y compris des militantes féministes, dans l'élaboration des politiques publiques et dans les prises de décision. Sans la prise en compte de ces revendications et de ces analyses féministes, les politiques publiques nationales et internationales continueront de passer à côté des ressorts des inégalités femmes-hommes et d'échouer.

Le deuxième levier est financier. L'actualité française nous le rappelle : la lutte pour l'égalité femmes-hommes, "grande cause nationale", reste sous-financée et les associations féministes sont encore trop souvent livrées à elles-mêmes. Il est indispensable que les financements publics changent d'échelle, avec une augmentation significative des budgets pour les politiques d'égalité femmes-hommes et pour les associations féministes, au niveau national comme dans les politiques étrangères.

Les associations féministes du Women 7 comptent sur les décideur-e-s du G7 pour prendre des mesures fortes et ne pas se contenter de politiques féministes au rabais, d'autant plus à la veille d'une année 2020 qui sera marqué par un G7 sous la présidence des Etats-Unis et un G20 dirigé par l'Arabie Saoudite. A Biarritz, nous compterons les engagements pris en faveur des droits des femmes et filles. Nous compterons les actions concrètes et surtout nous comptons bien faire entendre notre voix.

En annonçant vouloir "faire des droits des femmes une grande cause mondiale", Emmanuel Macron a positionné la France comme cheffe de file sur ce sujet et a donc une responsabilité historique : Biarritz ne doit pas être un nouveau rendez-vous manqué pour les droits des femmes, mais un moment de mobilisation féministe fort de la part des Etats du G7.



@women7official



www.feministscount.org



**Time passes by, inequalities remain.
Le temps passe, les inégalités persistent.**